

# *Ces Allemands qui ont affronté Hitler*

## de Gilbert Badia, Editions de l'Atelier, 2000

Décédé en 2004, Gilbert Badia était un historien très proche du PCF, et un résistant antinazi courageux, membre de la MOI<sup>1</sup>, qui fut arrêté en 1943 et s'évada deux fois. Dans ce livre paru en 2000, il ne prétend pas nous offrir une étude globale et détaillée de tous les mouvements de résistance en Allemagne mais une série de portraits d'individus exceptionnels (tels le menuisier Georg Elser qui organisa tout seul un attentat contre Hitler), passés à la trappe de l'histoire officielle, ainsi que quelques réflexions sur les différentes facettes des mouvements ou courants antinazis. Il conclut par une réflexion assez pessimiste sur la capacité des nazis de «*souder étroitement tout le peuple dans une "communauté du peuple allemand" la Volksgemeinschaft*» totalement fanatisée par son Chef, prête à gouverner n'importe quoi et à se taire devant les actes les plus barbares, voire à y participer sans discuter. Et il décrit l'isolement des résistants antifascistes (quelques dizaines de milliers) dont les activités (distribution de tracts et de journaux clandestins, organisation de manifestations éclairs, rassemblements lors de funérailles de militants, tentatives de grèves, sabotage, noyautage d'organisations nazies, aide aux travailleurs étrangers et aux Juifs, etc.) «*sont restées en Allemagne quasi secrètes, ignorées du peuple allemand, sauf lorsque les nazis annonçaient*» leur arrestation, leur condamnation et leur exécution, ce qui n'était pas fréquent.

Ce n'est pas cet aspect, pourtant fondamental (comment des fascistes arrivèrent à briser toute résistance dans un pays donné et à fanatiser un peuple) qui nous intéresse ici, mais plutôt la façon dont Badia décrit les idées fondamentales des antifascistes allemands. Avant d'aborder le vif du sujet, il me faut tout d'abord faire un sort à l'insupportable philo-stalinisme de l'auteur.

### \* De nombreuses falsifications et omissions...

Badia n'a rien renié de son passé stalinien<sup>2</sup> si l'on en croit le contenu de ce dernier livre. Jusqu'au bout il continua à dissimuler certains aspects capitaux de l'histoire criminelle de la classe dirigeante dite «soviétique», anticommuniste en réalité, car il croyait à son prétendu «socialisme» qui n'était qu'un capitalisme d'Etat totalitaire. Quelques exemples :

– Badia évoque avec indignation le fait que des socialistes ou des communistes aient été remis à l'Allemagne nazie par des «démocraties occidentales», mais il «omet» de citer **la livraison par l'URSS à la Gestapo d'environ mille communistes allemands réfugiés sur son sol et de quelque 60 000 autres Allemands, juifs pour la plupart**, qui fuyaient le nazisme<sup>3</sup>, livraison qui correspondait à une clause secrète du Pacte germano-soviétique selon laquelle «*tous les citoyens allemands qui se trouvent encore sur le territoire soviétique, dans les prisons ou les colonies, ou exilés, doivent être sans aucun retard renvoyés en Allemagne*». Badia ne mentionne pas non plus cet échange entre Vladimir Potemkine, vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS, et l'ambassadeur de Berlin sur ce sujet: «*J'ai invité Schulenburg pour l'informer de cas qui nous inquiètent. De temps en temps, de très nombreux groupes de population juive essaient – parfois jusqu'à 5 000 personnes – de passer la frontière. Ils sont entre l'armée allemande et l'armée soviétique. Nous ne pouvons pas accepter ces groupes et nous faisons tout pour les refouler. Or les soldats allemands commencent à tirer et en conséquence nous dénombrons des dizaines de cadavres. Nous ne pouvons pas accepter ces groupes de population juive. J'ai donc prié M. l'Ambassadeur de contacter Berlin pour faire cesser ces incidents, car à l'avenir nous ne les accepterons plus. Les Allemands doivent les régler*» ;

---

<sup>1</sup> MOI : Main d'Oeuvre Immigrée, organisation syndicale, créée en 1926, regroupant les syndiqués étrangers de la CGTU. Sous l'Occupation, la MOI mena des actions armées contre les nazis mais fut pratiquement décimée en 1943, sauf dans le Sud-Est de la France.

<sup>2</sup> Cf. l'article «Staliniens et néo-staliniens : ces mots ont-ils encore un sens ?» (2007) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article839> .

<sup>3</sup> Cf. [https://www.lexpress.fr/informations/quand-staline-livrait-des-juifs-a-hitler\\_626360.html](https://www.lexpress.fr/informations/quand-staline-livrait-des-juifs-a-hitler_626360.html) et le livre de Margarete Buber-Neumann *Prisonnière de Staline et d'Hitler* (republiée en collection Points au Seuil mais en deux volumes séparés – ce qui est absurde et nuit au sens politique de l'ouvrage : *Déportée à Ravensbrück et Déportée en Sibérie*), l'article de l'historien anticommuniste Pierre Rigoulot sur Margarete Buber-Neumann ([est-et-ouest.fr/revue/HL040\\_articles/040\\_099.pdf](http://est-et-ouest.fr/revue/HL040_articles/040_099.pdf)) et le livre d'Arkadi Vaksberg, *Staline et les Juifs* (Laffont, 2003), parmi beaucoup d'autres ouvrages sur cette question.

– L’auteur qualifie le POUM (Parti ouvrier d’unification marxiste) de parti «*de tendance anarchosindicaliste*», ce qui est une falsification grossière<sup>4</sup>, mais ce n’est pas la plus grave. Badia ose parler d’«*affrontements sanglants entre communistes et adhérents du POUM*» sans jamais préciser que les staliniens en furent à l’initiative et réglèrent ce que Badia appelle pudiquement des «*divergences en matière de tactique et de stratégie*» par l’emprisonnement, la condamnation à mort et les exécutions clandestines de leurs opposants poumistes (dont Andreu Nin), anarchistes et trotskistes ;

– En voulant établir les responsabilités de la victoire de Hitler, Badia dresse un portrait beaucoup plus sévère de l’attitude du SPD, que de celle du KPD et de l’Internationale communiste qui prônait la théorie aberrante du «*social-fascisme*» (que beaucoup de maoïstes reprendront à leur compte dans les années 60 et 70). L’auteur a raison de rappeler des déclarations criminelles du SPD comme «*Déclencher aujourd’hui une grève générale, ce serait gaspiller pour rien les énergies de la classe ouvrière*» ; ou «*Hindenburg constitue la meilleure garantie que la Constitution ne sera pas violée*» ; ou encore cet article d’un journal socialiste affirmant qu’«*il n’avait jamais été dans ses intentions d’inciter à une autre lutte qu’électorale*». Badia a raison de rappeler qu’Otto Wels, porte-parole du SPD au Parlement, s’il prononça un discours courageux le 23 mars 1933, «*oublia*» de dénoncer, dans son intervention, l’annulation du mandat des 81 députés communistes. Cependant il est profondément malhonnête de minimiser les responsabilités du KPD, de la Troisième Internationale et de la classe dirigeante russe dans cette victoire du nazisme. Car si ni le SPD ni le KPD n’ont «*compris que le but des nationaux-socialistes était purement et simplement de les anéantir*» ; si «*aucun des leaders politiques de gauche, pas plus que les deux Internationales (socialiste ou communiste) n’a procédé à une analyse approfondie de l’idéologie nationale-socialiste*» ; si «*aucun n’attachait une importance particulière ni à l’antisémitisme, ni à la volonté affichée des nazis de souder étroitement le peuple dans une communauté*» ; si le KPD lançait encore en juin 1934 «*Tout le pouvoir aux Conseils*» (c’est-à-dire aux soviets), la responsabilité en incombe à l’Etat prétendument «*soviétique*» et à l’Internationale soi-disant «*communiste*» puisque les staliniens allemands appliquaient docilement les stratégies définies à Moscou.

– Badia évoque le Pacte germano-soviétique mais JAMAIS une des véritables raisons de cette alliance. Il mentionne des thèses fantaisistes, comme celle selon laquelle ce pacte aurait été une «*ruse de Staline*» ou que celui-ci aurait «*voulu gagner du temps*», mais il se garde bien de nous donner son avis d’historien avisé. En réalité, **Staline DECAPITA lui-même l’Armée rouge lors des procès de Moscou de 1936 et 1937**. Staline fit fusiller entre 30 et 50% des officiers soviétiques (y compris trois maréchaux sur cinq, soixante généraux de corps d’armée sur 67, 136 généraux de division sur 199 et 223 généraux de brigade sur 397), paralysant ainsi les capacités de défense de sa propre armée. Et **c’est globalement Staline qui fit tuer le plus de communistes russes et étrangers**, militants ou sympathisants du communisme entre 1928 et 1953, **soit en les faisant fusiller, soit en les condamnant à une morte lente dans des «camps de travail» où ils subissaient des conditions de vie inhumaines et tombaient comme des mouches.**

\* ...**mais aussi de formidables portraits de résistants antinazis**

Ces réserves faites, ce livre est utile parce qu’il présente de nombreux actes peu connus de résistance dans l’Allemagne nazie, et pas simplement la résistance menée par des membres du KPD, avec ou sans l’accord de leur direction réfugiée à l’étranger. Il dépeint brièvement la résistance dans différents milieux sociaux (ouvriers, aristocrates, intellectuels, jeunes, femmes, étudiants, «marginiaux», scouts), diverses tendances religieuses (catholiques, protestants, témoins de Jéhovah) et plusieurs tendances politiques (les sociaux-démocrates, le réseau socialiste Neu Beginnen – Nouveau Départ, les catholiques du *Zentrum*, les socialistes de gauche du SAP, de l’ISK et de la KPDO<sup>5</sup>, les communistes (staliniens), les nationaux-conservateurs<sup>6</sup> et les nationaux-bolcheviks, etc.)

---

<sup>4</sup> Le POUM provient de la fusion, en septembre 1935, de deux groupes issus du Parti communiste espagnol : Izquierda Comunista dirigé par Andreu Nin et le Bloque Obrero y Campesino dirigé par Joaquin Maurin. Loin d’être «*anarchosindicaliste*», ce parti se réclamait du marxisme et faisait partie de ces nombreux partis socialistes de gauche ou d’extrême gauche (auxquels adhèrent fréquemment les minuscules groupes trotskistes de l’époque) qui essayèrent de se forger un espace politique entre la social-démocratie et le stalinisme dans les années 1930, comme le PSOP et le PUP en France, le SAPD en Allemagne, l’ILP en Angleterre, le Bund en Pologne, le RSAP aux Pays-Bas, etc. Il est impossible qu’un historien comme Badia ignore des faits aussi connus.

<sup>5</sup> Le KPDO comptait environ 1 200 militants en 1933 et le SAP 25 000 adhérents, mais leurs réseaux furent presque tous anéantis durant les trois ou quatre premières années du nazisme. Les réseaux

Badia ne prétend pas faire un travail exhaustif dans cet ouvrage, seulement donner quelques pistes en attendant que d'autres spécialistes se mettent à la tâche, puisque tant de faits nous sont encore inconnus. Il nous explique clairement pourquoi l'histoire des résistances antinazies a été manipulée en Allemagne de l'Ouest (et aussi en RDA mais sur ce sujet il est nettement plus « discret »...) et continue à poser problème au XXI<sup>e</sup> siècle. Tous les exemples qu'il cite montrent le courage<sup>7</sup>, l'abnégation, l'héroïsme de ces hommes et ces femmes qui ont risqué la prison, la torture et la mort pour abattre Hitler et son régime, avec des intentions différentes et souvent opposées, certes, mais toujours au péril de leur vie.

\* **La Résistance antinazie : une union sacrée au service d'une fraction de la bourgeoisie patriote**

Cette série de critiques de livres sur l'antifascisme<sup>8</sup> prétend surtout démontrer la nature extrêmement ambiguë de cette idéologie. Et ce livre de Badia nous aide à comprendre, même si ce n'était pas du tout son objectif, pourquoi aucun des courants de la résistance antinazie (donc aussi antifasciste) n'a dépassé le cadre classique de **l'union sacrée au service de certaines fractions de la bourgeoisie (ici principalement les courants nationaux-conservateurs et « démocratiques », plus ou moins antisoviétiques selon les cas) :**

– les communistes luttèrent pour « *mettre fin à la guerre et conclure une paix honorable* » et voulaient « *s'allier à tous les opposants décidés* » à renverser Hitler ; s'ils avaient des opinions différentes sur l'Allemagne future, ils étaient tous d'accord pour affirmer que « *Tout compromis, toute alliance qui nous rapproche du renversement de la dictature fasciste ne sont pas seulement permis, mais on doit les rechercher impérativement* ». Dans de telles conditions, toute perspective anticapitaliste passait au second plan, voire aux oubliettes ;

– les dirigeants du SPD, après avoir cru que Hitler ne durerait pas longtemps, et pour certains même avoir dénoncé le « *terrorisme communiste* » (!), se résignèrent à abandonner toute activité politique, suivis en cela par la majorité des militants ou sympathisants socialistes. La minorité sociale-démocrate (la SOPADE, organisée à l'étranger) qui décida de résister fut incapable d'organiser des réseaux importants, contrairement aux communistes staliniens qui, même en restant ultra minoritaires, tentèrent de combattre le nazisme jusqu'à la chute du Troisième Reich ;

– les nationalistes comme ceux du « Cercle de Kreislaue » étaient des aristocrates prussiens pour la plupart motivés par le respect des valeurs chrétiennes et partisans d'une société très hiérarchisée. Même s'ils finirent par accepter de coopérer avec le KPD, leur projet ne dépassait pas la cogestion du capitalisme qui sera mise en place après-guerre.

– les chrétiens du réseau de « la Rose blanche » dénoncèrent l'extermination des Juifs en Pologne, les massacres des prisonniers soviétiques (plus de trois millions), le militarisme prussien mais n'avaient pas d'autre programme politique que d'écarter Hitler. Ils n'étaient d'accord entre eux ni sur l'usage de la violence contre les nazis (en raison du commandement « Tu ne tueras point ») ni sur la nécessité de

---

résistants de l'ISK (Union combattante socialiste internationale, scission du SPD en 1925) durèrent jusqu'en 1938.

<sup>6</sup> Comme le fait remarquer Badia, ces nationaux conservateurs, soucieux d'« éthique » paraît-il, ne furent indignés ni par les arrestations de dizaines de milliers de militants de gauche et syndicalistes, ni par l'ouverture des camps de concentration, ni par les tortures qu'on y pratiquait, ni par la Nuit des longs couteaux en 1938, ni par les serments d'obéissance au Führer, ni par l'invasion de la Tchécoslovaquie et de la Pologne en 1939. Ce furent les difficultés, puis les défaites successives de la Wehrmacht en Russie entre 1941 et 1943, qui poussèrent ces individus à s'opposer au Führer, dans l'espoir d'imposer un régime autoritaire et corporatiste... un peu moins belliqueux que le Troisième Reich.

<sup>7</sup> Rappelons que dès 1932, 40 000 membres des SA (Sections d'assaut) furent incorporés dans la police dès 1932 et que les premiers camps de concentration ouvrirent dès mars 1933. 60 000 communistes furent arrêtés en 1933/1934 et 2 000 immédiatement assassinés et fusillés. Parmi les communistes, socialistes et syndicalistes arrêtés, certains restèrent emprisonnés jusqu'à la fin de la guerre ; d'autres furent libérés (notamment lors de l'anniversaire de Hitler le 20 avril 1939), de nouveau arrêtés pour des actes de résistance et condamnés à mort ; d'autres enfin furent fusillés longtemps après le début de leur incarcération en camp de concentration, jusqu'en avril 1945.

<sup>8</sup> Les trois articles précédents ont évoqué les livres de Gilles Vergnon : *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen* <http://nfnf.eu/spip.php?article549&lang=fr> ; Matthias Bouchenot : *Tenir la rue. L'autodéfense socialiste (1929-1938)* <http://nfnf.eu/spip.php?article548&lang=fr> ; et Sebastian Cortes : *Antifascisme radical* (2015) <http://nfnf.eu/spip.php?article550&lang=fr> .

désertier la Wehrmacht et de saboter l'effort de guerre nazi. Plus généralement, si, individuellement, quelques centaines de catholiques et de protestants combattirent le nazisme, leurs Eglises ne condamnèrent jamais ni le national-socialisme<sup>9</sup>, ni les guerres menées par Hitler. Ni l'internement ni le massacre des Tsiganes et des Juifs n'incitèrent les hiérarchies ecclésiastiques à manifester publiquement leur condamnation de ces crimes contre l'humanité.

– les membres du réseau de l'Orchestre rouge étaient favorables à la coopération de l'Allemagne «avec les forces progressistes d'Europe et avec l'Union soviétique» car si la guerre continuait elle se terminerait «par une débâcle d'une ampleur sans commune mesure avec celle de 1918». Ces «patriotes», comme l'écrit Badia, «ont risqué leur vie en tentant d'empêcher ou d'arrêter une guerre dont ils ont diagnostiqué, dès l'hiver 1941, qu'elle serait perdue par le Reich». Ils étaient en contact avec toutes les tendances de la Résistance mais n'avaient aucun objectif de transformation sociale radicale.

– Le Comité national Allemagne libre (NKFD) regroupait des émigrés communistes allemands en URSS, des prisonniers de guerre allemands (dont un certain nombre d'officiers et de généraux) qui se réclamaient de «l'alliance germano-russe contre Napoléon» (!), souhaitaient l'instauration d'un «pouvoir démocratique fort» après le renversement de Hitler, plaidaient pour le respect des frontières de 1937, etc.

– Le CALPO (Comité Allemagne libre pour l'Ouest) en France publiait un journal clandestin intitulé *Volk und Vaterland* (Peuple et Patrie, tout un programme !). Il regroupait «plus de trois cents antifascistes et quelques dizaines d'officiers et de soldats de la Wehrmacht qui avaient rejoint ses rangs». Le CALPO prônait une «Allemagne libre, non divisée» et se déclarait en faveur de la «capitulation inconditionnelle» du Reich (ce dernier point constituait un point de clivage fondamental entre les résistants des différentes tendances).

Si l'on doit rendre hommage au courage de ces opposantes et opposants à Hitler, décrits souvent avec empathie par Badia, force est de constater qu'aucun de ces groupes ou de ces courants n'avait la moindre intention, après avoir renversé Hitler ou même après avoir mis fin au Troisième Reich (les deux objectifs n'étant pas forcément liés), aucun de ces groupes, donc, n'avait l'intention de s'en prendre au capitalisme ou à l'Etat bourgeois allemand. Au mieux, ils étaient en faveur d'une cogestion, au pire en faveur d'un régime autoritaire mais non nazi. Et ce sont ces limites politiques intrinsèques à l'antifascisme depuis toujours qui posent problème et sur lesquelles on ne peut fermer les yeux, du moins quand on se prétend «anticapitaliste», «libertaire», «révolutionnaire», etc., et qu'on se réclame, les yeux fermés, de l'antifascisme des années 20, 30 et 40.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 9/3/2018

---

<sup>9</sup> Le premier traité de politique extérieure signé par le régime hitlérien fut le Concordat entre le gouvernement allemand et le Saint-Siège, le 20 juillet 1933.